Gilles Ivaldi

LE FRONT NATIONAL FRANÇAIS DANS L'ESPACE DES DROITES RADICALES EUROPÉENNES

Le Front national français occupe une position centrale dans la galaxie des droites radicales populistes en Europe. Cette position tient en premier lieu au poids électoral du parti de Marine Le Pen. Le score historique de 24,9 % et le nombre record de 24 sièges obtenus par le FN aux élections européennes de 2014 ont consacré son statut d'acteur politique de premier rang au sein de l'Union européenne. Ces résultats lui ont permis par ailleurs d'affirmer son leadership sur le groupe parlementaire Europe des nations et des libertés (ENL) officiellement formé avec ses alliés du Parti autrichien de la liberté (FPÖ), de la Ligue du Nord et du Parti pour la liberté néerlandais (PVV) en juin 2015.

Les mouvements de droite radicale rencontrent un succès croissant, en particulier dans les nations les plus riches d'Europe occidentale (voir tableau ci-après). En Autriche, en Suisse, en Norvège ou aux Pays-Bas, des partis tels que le FPÖ, l'Union démocratique du centre (UDC), le Parti du progrès (FrP) ou le PVV ont obtenu entre 15 et 30 % des suffrages lors des dernières élections législatives. Certains d'entre eux ont viré en tête du scrutin européen de mai 2014, à l'image du FN français, du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) ou du Parti du peuple danois (DF). De nouveaux acteurs ont récemment émergé dans des nations jusque-là relativement immunes : ainsi l'apparition d'Alternative pour l'Allemagne (AfD), l'essor des Vrais Finlandais de Timo Soini ou des Démocrates suédois (SD). En Grèce et en Hongrie, enfin, les résultats d'Aube dorée (XA) et du Jobbik témoignent d'une inquiétante résurgence de groupuscules néofascistes violents.

Droites radicales populistes en Europe : état des forces en présence

Pays	*Parti*	*Score aux européennes de 2014 (%)*	*Score aux parlementaires nationales (%)*	*Date des parlementaires nationales*
Allemagne	NPD	1,0	0,2	sept. 2013
	Les Républicains	0,4	0,2	sept. 2013
	AfD	7,1	4,7	sept. 2013
Autriche	FPÖ	19,7	20,5	sept. 2013
	BZÖ	0,5	3,5	sept. 2013
Belgique	Intérêt flamand (VB)	4,1	3,7	mai 2014
Bulgarie	Ataka	3,0	4,5	oct. 2014
Danemark	DF	26,6	21,1	juin 2015
Espagne	FE-JONS	0,1	0,03	déc. 2015
	DN	0,1	0,01	déc. 2015
Finlande	Vrais Finlandais	12,9	17,7	avril 2015
France	FN	25,0	13,6	juin 2012
Grèce	XA	9,4	7,0	jan. 2015
	Laos	2,7	2,9	jan. 2015
Hongrie	Jobbik	14,7	20,5	avril 2014
Italie	Ligue du Nord	6,2	4,1	fév. 2013
	Fratelli-AN	3,7	2,0	fév. 2013
Lituanie	Ordre et justice (TT)	14,3	7,3	oct. 2012
Norvège	FrP	n. d.	16,3	sept. 2013
Pays-Bas	PVV	13,3	10,1	sept. 2012
Pologne	KORWIN	n. d.	4,8	oct. 2015
	KNP	7,2	0,03	oct. 2015
Portugal	PNR	0,5	0,5	oct. 2015
Roumanie	PRM	2,7	1,5	déc. 2012
Royaume-Uni	UKIP	26,8	12,6	mai 2015
	BNP	1,1	1,7	mai 2015
Slovaquie	SNS	3,6	4,6	mars 2012
Slovénie	SNS	4,0	2,2	juil. 2014
Suède	SD	9,7	12,9	sept. 2014
Suisse	UDC/SVP	n. d.	29,4	oct. 2015

Source : établi par l'auteur à partir des résultats des élections européennes de 2014 (Parlement européen) et des dernières élections législatives collectés auprès des ministères de l'Intérieur nationaux.

L'importance du Front national au sein de cette constellation découle en second lieu de son statut ontologique : le mouvement lepéniste peut être à juste titre considéré comme le modèle prototypique de la « nouvelle »

droite radicale populiste paneuropéenne, variante contemporaine de l'extrême droite traditionnelle[1]. Dès la fin des années 1970, les performances de ces nouveaux acteurs partisans prennent racine dans leur capacité à problématiser et « façonner » de nouveaux enjeux culturels relatifs à l'immigration, se posant simultanément en défenseurs du peuple contre des élites stigmatisées pour leur dévoiement et leur impuissance. L'irruption du Front national sur le devant de la scène électorale française au détour des années 1980 est symptomatique du succès rencontré très vite par ce nouveau populisme ethno-nationaliste mâtiné d'autoritarisme social-répressif et de chauvinisme de l'État-providence, à même d'agréger de multiples formes de ressentiment à l'encontre de l'establishment politique. Le parti de Jean-Marie Le Pen définit alors une nouvelle matrice idéologique, un *master frame* pour reprendre ici les termes de l'analyse de Jens Rydgren[2], dont on sait qu'il a progressivement servi de socle programmatique à nombre d'autres formations radicales en Europe et qu'il continue d'orienter aujourd'hui le repositionnement de partis tels que l'AfD allemande ou l'UKIP britannique notamment.

En cela, les évolutions récentes du parti de Marine Le Pen représentent des indicateurs valides concernant les recompositions à l'œuvre parmi les droites radicales populistes en Europe. Elles nous invitent en tout état de cause à évaluer l'ampleur et la signification des ajustements idéologiques et stratégiques en cours au sein de la formation lepéniste pour disposer d'une compréhension plus large des ressorts et des dynamiques du phénomène radical populiste contemporain, de ses permanences et de ses transformations[3].

---

1. Cf. Cas Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 41.

2. Cf. Jens Rydgren, « Is the Extreme Right-Wing Populism Contagious ? Explaining the Emergence of a New Party Family », *European Journal of Political Research*, vol. 44, n° 3, p. 413-437.

3. Dans le cadre de cet article, nous utilisons deux sources de données comparatives sur les partis politiques. Les données du *Comparative Manifesto Project* (CMP) permettent une mesure quantitative standardisée de l'importance relative de cinquante-six catégories d'enjeux à partir d'une analyse de contenu des programmes électoraux des principaux partis dans plus d'une cinquantaine de pays depuis 1945 – cf. Andrea Volkens, Pola Lehmann, Theres Matthieß, Nicolas Merz, Sven Regel et Annika Werner, *The Manifesto Data Collection. Manifesto Project (MRG/CMP/MARPOR). Version 2015a*, Berlin, Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung, 2015. Les enquêtes d'experts de Chapel Hill (CHES) fournissent pour leur part l'estimation par des experts du placement des partis européens sur un ensemble de dimensions idéologiques depuis 1999 – cf. Ryan Bakker, Erica Edwards, Liesbet Hooghe, Seth Jolly, Jelle Koedam, Filip Kostelka, Gary Marks, Jonathan Polk, Jan Rovny, Gijs Schumacher, Marco Steenbergen et Milada Vachudova, « 1999-2014 Chapel Hill Expert Survey Trend File » (version 2015.1), University of North Carolina at Chapel Hill, 2015 ; disponible sur CHESdata. eu.

Stabilité de l'agenda ethno-nationaliste autoritaire

À l'instar du FN en France, l'entrée des droites radicales européennes dans les systèmes partisans nationaux s'est opérée sur la base d'une surmobilisation d'enjeux culturels liés pour l'essentiel aux questions d'immigration et de sécurité, délaissant par ailleurs certaines des grandes questions socio-économiques traditionnelles. Ce poids différentiel d'un petit nombre de thèmes « culturels » contribue à spécifier un modèle de mobilisation de « niche »[4], qui différencie notamment les partis de droite radicale des grands partis de gouvernement.

Rapportés au système de partis français dans son ensemble, le poids élevé des enjeux culturels et la faiblesse relative des questions économiques mettent en évidence la pérennité du profil de parti de « niche » du FN au sein de l'espace compétitif hexagonal (voir tableau ci-contre). L'importance qu'elle continue d'accorder aux questions culturelles rapproche très clairement la formation lepéniste d'autres partis de droite radicale populiste en Europe, tels le PVV de Geert Wilders, l'Intérêt flamand, les Vrais Finlandais, les Démocrates suédois ou le FPÖ en Autriche. Tous témoignent de niveaux particulièrement élevés de saillance sur ce type d'enjeux et d'écarts significatifs au regard du degré moyen d'attention constaté par ailleurs sur l'ensemble du système de partis dans chacun des pays concernés.

Cette permanence d'un statut de parti de niche demeure un élément caractéristique des stratégies programmatiques de la droite radicale populiste paneuropéenne. Sur ce type d'enjeux, ces mouvements se situent traditionnellement à l'extrémité droite de l'axe culturel de compétition. Pour des partis tels que le Front national, les positions relatives à l'immigration ou à la sécurité illustrent l'importance de l'agenda ethno-nationaliste autoritaire sur lequel ces partis ont fondé leur succès. Ce profil programmatique radical les différencie en outre de leurs compétiteurs plus classiques, y compris à droite du spectre politique.

Les données récentes des enquêtes d'experts de Chapel Hill (CHES) attestent de la persistance de cet extrémisme positionnel. On le vérifie notamment sur les questions relatives à l'immigration : dans tous les pays, sans exception, les partis de droite radicale se distinguent des blocs de gauche et de droite par leur localisation extrême sur les positions

4. Cf. Bonnie Meguid, *Party Competition between Unequals: Strategies and Electoral Fortunes in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

Saillance comparée des enjeux socio-économiques et culturels dans les programmes des droites radicales européennes (%)

			Droite radicale		*Moyenne système de partis**	
Pays	*Année des législatives*	*Parti*	*Enjeux socio-économiques*	*Enjeux culturels*	*Enjeux socio-économiques*	*Enjeux culturels*
Allemagne	2013	AfD	23	11	39	11
Autriche	2008	FPÖ	24	23	25	15
Belgique	2010	Intérêt flamand	17	34	34	11
Bulgarie	2013	Ataka	16	11	48	8
Danemark	2011	DF	16	34	55	11
Finlande	2011	Vrais Finlandais	29	25	47	12
France	2012	FN	37	28	47	9
Grèce	2012	XA	14	35	40	6
	2012	Laos	37	17	40	6
Hongrie	2014	Jobbik	48	15	28	24
Italie	2008	Ligue du Nord	37	18	44	13
Norvège	2009	FrP	49	12	45	10
Pays-Bas	2012	PVV	18	27	37	14
Royaume-Uni	2001	UKIP**	9	17	29	10
Slovaquie	2012	SNS	33	18	46	13
Slovénie	2011	SNS	35	12	36	10
Suède	2010	SD	30	33	48	9
Suisse	2011	UDC/SVP	33	15	48	11

* On calcule ici une moyenne de saillance des enjeux culturels et économiques pour l'ensemble du système de partis, c'est-à-dire tous les partis qui composent ce système. Afin de tenir compte du poids relatif de chacun de ces acteurs, les données sont pondérées en fonction des résultats électoraux (base : poids électoral de chaque parti, élections législatives).
** Les seules données disponibles pour l'UKIP sont celles de l'élection de 2001, avant que le parti de Nigel Farage n'entame sa radicalisation sur les questions d'immigration, présentant un profil clair de *single-issue party* (parti à enjeu unique) sur les questions liées à l'intégration européenne du Royaume-Uni.
Source : *Comparative Manifesto Project*, 2015.

relatives à l'immigration[5]. Cette délimitation spatiale suit une distribution monotone dans des pays tels que l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la France, l'Italie ou la Suisse : l'hostilité à l'égard de l'immigration y croît linéairement à mesure que l'on se déplace vers l'extrémité

5. Les résultats détaillés des analyses présentées dans cet article sont disponibles sur le site des archives ouvertes du CNRS (HAL-SHS). Cf. ici Gilles Ivaldi, « Le Front national français dans l'espace des droites radicales européennes » (document annexe), Halshs.Archives-ouvertes.fr, avril 2016, p. 2, figure 1.

droite de l'axe politique. À ce titre, la situation du Front national français reste très comparable à celle observée chez les autres protagonistes de la droite radicale européenne[6].

Les débats actuels autour de la gestion de l'afflux de réfugiés aux frontières de l'Union européenne illustrent si besoin était la convergence de vues et de positions qui existe entre ces divers mouvements. Le FN se retrouve aux côtés de partis tels que le PVV néerlandais, les Démocrates suédois de Jimmie Åkesson, le FPÖ autrichien, l'UKIP britannique ou le Parti du peuple danois pour agiter la peur d'une « submersion migratoire » et pour exiger la fermeture des frontières nationales, le renvoi des demandeurs d'asile ou la suppression des droits sociaux pour les immigrés.

Les attentats perpétrés en France en 2015 sont par ailleurs venus réalimenter la rhétorique ethno-nationaliste autoritaire du FN et de ses alliés du groupe européen ENL. Depuis de nombreuses années, ces mouvements ont procédé à une révision stratégique pour formuler une vision de « l'islamisation » fondée pour l'essentiel sur un retournement symbolique et l'appel à la défense des valeurs libérales, démocratiques et civiques telles que l'égalité homme-femme, la laïcité ou la liberté d'expression[7]. En France, ce processus s'inscrit directement dans la stratégie de dédiabolisation du FN et le nouvel agenda néorépublicain qui lui sert désormais de cadre. Marine Le Pen a repris notamment à son compte l'image du « fascisme vert » popularisée par le leader du PVV néerlandais depuis 2004.

Au-delà des questions relatives à l'immigration, enfin, le constat d'une pérennité de l'agenda radical s'établit aussi pour l'autoritarisme sécuritaire, qui continue de spécifier la formule prototypique de la droite radicale. Sur cette dimension, la distribution des principaux acteurs partisans en Europe telle qu'elle émerge des données des CHES répond peu ou prou aux mêmes logiques, à savoir l'isolement des droites radicales populistes au pôle autoritaire, à distance significative des partis proximaux de droite conservatrice, libérale ou démocrate-chrétienne. Là encore, le FN conserve en 2014 un positionnement typique de la droite radicale, identique à celui de la plupart des autres mouvements de cette famille politique en Europe.

---

6. Notons que les données longitudinales des CHES font apparaître par ailleurs une stabilité des positions idéologiques des droites radicales populistes européennes sur les enjeux migratoires depuis une dizaine d'années.

7. Cf. Hans-Georg Betz et Susi Meret, « Revisiting Lepanto: The Political Mobilization against Islam in Contemporary Western Europe », *Patterns of Prejudice*, vol. 43, n° 3-4, 2009, p. 313-334.

Unis contre l'Europe

Au fil du temps, la contestation du projet d'intégration européenne s'est imposée comme un élément central de l'idéologie des droites radicales populistes, adossée à leur critique de la mondialisation économique[8]. Le refus de l'Europe se trouve aujourd'hui au cœur de l'offre programmatique du Front national français et de nombre de ses partenaires européens. L'europhobie de ces mouvements découle très directement de leur doctrine ethno-nationaliste. Dans les termes de Hanspeter Kriesi, cette position peut être plus généralement regardée comme le reflet d'un nouvel axe de conflit structuré par les processus de « dénationalisation », articulant européanisation, immigration et mondialisation économique[9].

Les données comparatives des CHES illustrent la situation spécifique de partis tels que le FN, le PVV ou le FPÖ vis-à-vis de l'Europe et l'expression de l'euroscepticisme essentiellement droitier qu'ils incarnent[10]. À l'exception du FrP norvégien, les acteurs de la droite radicale populiste occupent la position la plus extrême face à l'intégration européenne, sur les notes les plus basses de soutien à l'Union européenne. Ce rejet est manifeste pour la quasi-totalité d'entre eux, y compris parmi ceux de ces partis qui présentent à l'heure actuelle un profil relativement plus classique, à l'image du Parti du peuple danois, des Vrais Finlandais ou de l'AfD allemande.

Une analyse qualitative met toutefois en lumière certaines variations au sein de cette constellation eurosceptique (voir tableau ci-après). Au pôle extrême du rejet de l'Union européenne, le Front national français ou le PVV néerlandais typifient un euroscepticisme « dur » visant *in fine* la sortie de l'Union européenne, qui trouve un écho dans les positions de partis tels que l'Intérêt flamand, les Démocrates suédois et, naturellement, l'UKIP en Grande-Bretagne, ainsi que des mouvements plus extrêmes tels qu'Aube dorée en Grèce, le Congrès de la Nouvelle Droite polonais (KNP) ou le Jobbik en Hongrie. Un second groupe réunit en revanche un ensemble d'acteurs plus pragmatiques et eurocritiques, à l'image de l'AfD

8. Cf. Andrej Zaslove, « Exclusion, Community, and a Populist Political Economy: The Radical Right as an Anti-Globalization Movement », *Comparative European Politics*, vol. 6, n° 2, 2008, p. 169-189.

9. Cf. Hanspeter Kriesi, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Simon Bornschier et Timotheos Frey, « Globalization and the Transformation of the National Political Space: Six European Countries Compared », *European Journal of Political Research*, vol. 45, n° 6, 2006, p. 921-956.

10. Cf. document annexe cité, p. 3, figure 2.

allemande, du Parti du peuple danois ou des Vrais Finlandais, rattachés au groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE) aux côtés des conservateurs britanniques. S'agissant enfin du FPÖ autrichien ou de la Ligue du Nord italienne, le rapprochement avec le mouvement lepéniste dès 2010 au sein de l'Alliance européenne pour la Liberté s'inscrit dans le processus de radicalisation des positions de ces partis sur la monnaie unique, dans la continuité du tournant anti-européen qu'ils ont chacun opéré à la fin des années 1990.

Positions des principaux partis de droite radicale populiste sur la sortie de l'euro et de l'Union européenne, et leur affiliation au Parlement européen

Pays	*Parti*	*Groupe parlementaire européen**	*Sortie de la zone euro***	*Sortie de l'Union européenne***
Allemagne	AfD	CRE	oui	non
Danemark	DF	CRE	non membre	non
Finlande	Vrais Finlandais	CRE	non	non
Royaume-Uni	UKIP	ELDD	non membre	oui
Suède	SD	ELDD	non membre	oui
Autriche	FPÖ	ENL	oui	non
Belgique	Intérêt flamand	ENL	oui	oui
France	FN	ENL	oui	oui
Italie	Ligue du Nord	ENL	oui	non
Pays-Bas	PVV	ENL	oui	oui
Pologne	KNP***	ENL	non membre	oui
Hongrie	Jobbik	non-inscrit	non membre	non
Bulgarie	Ataka	non-inscrit	non membre	non
Roumanie	PRM	non-inscrit	non membre	non

* CRE : Conservateurs et réformistes européens ; ELDD : Europe de la liberté et de la démocratie directe ; ENL : Europe des nations et des libertés.
** Cas où les partis envisagent ou non une sortie de la zone euro et/ou de l'Union européenne, parfois assortie de conditions spécifiques, notamment la tenue d'un référendum ou une renégociation des traités européens.
*** Seuls deux élus du KNP ont rejoint le groupe ENL, Michał Marusik et Stanisław Żółtek.
Source : établi par l'auteur.

Outsiders, partenaires et populisme anti-establishment

Un troisième et dernier critère d'évaluation de la position occupée aujourd'hui par le Front national français au sein de la galaxie des droites

radicales européennes touche aux interactions existantes au sein des systèmes de partis, aux trajectoires qu'empruntent les acteurs radicaux et à leur institutionnalisation à l'intérieur de ces systèmes. Le populisme anti-establishment constitue un trait idéologique et comportemental fondamental de la droite radicale : toutes ces formations se retrouvent sur la condamnation de la « classe politique », sur la prétention à incarner le « peuple » face aux élites et, à des degrés divers, sur la contestation des normes libérales dominantes au sein des démocraties occidentales.

La saillance comparée des rhétoriques anti-establishment et anti-élites, mesurée par les CHES, illustre cette distribution des droites radicales[11]. Le populisme domine incontestablement l'univers idéologique de ces partis qui, pour la très grande majorité d'entre eux, mobilisent très fortement les ressources discursives de l'anti-politique. Une nouvelle fois, la position du FN en France est similaire à celle qu'occupent, notamment, ses alliés du groupe ENL (FPÖ, PVV, KNP ou Ligue du Nord) mais également des formations plus extrémistes telles qu'Aube dorée en Grèce ou le Jobbik en Hongrie.

À cet égard, le parti lepéniste illustre parfaitement ce statut d'*outsider* politique. Son histoire, qui plonge au cœur des nébuleuses de l'extrême droite française post-1945, continue pour l'heure de le tenir aux marges du système partisan, à l'écart de toute opportunité de coopérer avec les acteurs plus établis, confronté qu'il est aux contraintes électorales de la règle majoritaire ainsi qu'au cordon sanitaire maintenu par la droite parlementaire depuis la fin des années 1990. L'isolement systémique du FN en France le rapproche encore aujourd'hui des formations les plus clairement identifiables à l'extrême droite traditionnelle, à l'instar de l'Intérêt flamand, du Jobbik, des Démocrates suédois ou d'Aube dorée (voir tableau ci-après). À l'inverse, nombre d'acteurs radicaux populistes ont été à même de se frayer un chemin vers le pouvoir, démontrant leur institutionnalisation croissante. Ainsi les Vrais Finlandais, le FrP norvégien, le FPÖ autrichien, le Laos grec ou la Ligue du Nord italienne ont, à des moments divers de leur évolution récente, participé à des coalitions avec les partis libéraux et conservateurs.

En termes plus dynamiques, enfin, on observe aujourd'hui deux modèles de déplacement des droites radicales à l'intérieur du système politique. D'un côté, des mouvements extrémistes tels que les Démocrates suédois ou le Jobbik en Hongrie sortent progressivement de la marginalité pour s'inspirer du modèle électoraliste du FN. De l'autre, des acteurs issus de

11. Cf. document annexe cité, p. 4, figure 3.

Synthèse de la situation systémique des droites radicales populistes en Europe

Exclusion	*Inclusion*
Profil classique	*Membre de la coalition gouvernementale*
Allemagne : AfD	Suisse : UDC/SVP (2003-)*
Royaume-Uni : UKIP	Finlande : Vrais Finlandais (2015-)
	Norvège : FrP (2013-)
Extrême droite	Autriche : FPÖ-BZÖ (2000-2006)
Suède : SD	Grèce : Laos (2011-2012)
Belgique : Intérêt flamand	Italie : Ligue du Nord (1994 ; 2001-2006 ; 2008-2011)
France : FN	Slovaquie : SNS (2006-2010)
Bulgarie : Ataka	Pologne : LPR-Samoobrona (2006-2007)
Pologne : KNP/KORWIN	Pays-Bas : LPF (2002-2003)
Hongrie : Jobbik	
Grèce : XA	*Soutien parlementaire***
	Danemark : DF (2001-2011 ; 2015-)
	Pays-Bas : PVV (2010-2012)
	Norvège : FrP (2001-2005)

* En Suisse, l'UDC participe traditionnellement au pouvoir dans le cadre de la « formule magique » qui fixe la répartition des sièges au Conseil fédéral. À partir de 2003, le parti de Christoph Blocher devient la première force politique et obtient un siège supplémentaire.
** Sans participation gouvernementale.
Source : établi par l'auteur.

courants plus classiques empruntent à l'inverse une trajectoire centrifuge : la radicalisation idéologique du PVV néerlandais, de l'UKIP britannique ou de l'AfD allemande, par exemple, rapproche clairement ces formations du parti de Marine Le Pen. Ce dernier occupe de ce fait une position médiane en Europe, au point d'équilibre entre crédibilité et radicalité.

Vers un nouveau populisme de crise(s) ?

Sur l'ensemble des indicateurs retenus, donc, la situation du Front national français demeure symptomatique de la droite radicale populiste européenne. Le parti de Marine Le Pen en conserve l'essentiel des traits distinctifs, s'agissant de son modèle de mobilisation, de la pérennité de sa stratégie de « niche » sur les enjeux culturels ou de la permanence de son agenda ethno-nationaliste autoritaire. La formation lepéniste ne s'est en rien départie de son populisme anti-establishment traditionnel et elle se trouve aujourd'hui à la pointe du combat contre l'Union européenne, mené par les droites radicales eurosceptiques les plus dures.

Les succès récents du FN s'inscrivent pleinement dans la dynamique actuelle des partis radicaux. Partout en Europe, ces derniers enregistrent une hausse notable de leur potentiel électoral. Cette dynamique répond à une double crise à l'échelle du continent européen. Une crise migratoire, en premier lieu, dont les leaders populistes ont été prompts à se saisir pour instrumentaliser les peurs, sur fond désormais de menace terroriste. Ici, les réponses apportées par le FN démontrent une forte continuité avec les marqueurs idéologiques des droites radicales – rétablissement des frontières nationales, expulsion des immigrés, chauvinisme de l'État-providence ou repli nationaliste. Ces réponses sont également pleinement en adéquation avec la matrice doctrinale de la droite radicale populiste paneuropéenne s'agissant du rapport à l'islam.

Une crise économique et sociale, ensuite, qui constitue un contexte particulièrement porteur pour le populisme anti-establishment des partis radicaux. Sous l'égide de Marine Le Pen, le Front national français a opéré un virage programmatique sur les questions économiques, qui dessine les contours d'un social-populisme plus étatiste, interventionniste et keynésien[12]. Cet alliage d'autoritarisme culturel et de populisme économique pourrait constituer la base d'une nouvelle formule gagnante, au cœur d'un segment du marché électoral pour l'heure négligé par les grands partis de gouvernement[13]. On distingue dans l'économie politique post-crise financière de 2008 de certains partis de droite radicale en Europe des évolutions de même nature, quoique de plus faible amplitude. Des mouvements tels que l'Intérêt flamand, les Vrais Finlandais, le Parti du peuple danois ou le PVV néerlandais montrent depuis plusieurs années des signes d'infléchissement de leur programme vers des positions social-protectionnistes à l'adresse d'un électorat de crise, là où d'autres, tels le FPÖ autrichien, l'UKIP, le KNP/KORWIN polonais[14] ou l'UDC suisse, conservent encore un ancrage économique clairement libéral.

En termes systémiques, enfin, le Front national se situe au « barycentre »

12. Cf. Gilles Ivaldi, « Du néolibéralisme au social-populisme ? La transformation du programme économique du Front national (1986-2012) », *in* Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les Faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 161-184.

13. Cf. notamment Zoe Lefkofridi, Markus Wagner et Johanna Willmann, « Left-Authoritarians and Policy Representation in Western Europe: Electoral Choice across Ideological Dimensions », *West European Politics*, vol. 37, n° 1, 2014, p. 65-90.

14. Créé en 2011, le KNP a connu en janvier 2015 une crise interne provoquant le départ de son fondateur, Janusz Korwin-Mikke. Ce dernier a formé un nouveau parti (Coalition pour la restauration de la liberté et de l'espoir de la République) dont l'acronyme polonais est KORWIN, en référence au nom de son leader.

stratégique de la droite radicale européenne, à mi-chemin entre normalisation et radicalité. Le succès des *oustiders* populistes dépend, pour partie, de leur crédibilité. Le renouvellement générationnel de ces partis, avec l'avènement de leaders plus jeunes et plus pragmatiques à l'image de Marine Le Pen en France, de Jimmie Åkesson en Suède ou de Heinz-Christian Strache en Autriche participe assurément de leur institutionnalisation croissante. Pour l'heure, toutefois, le FN français peine encore à passer le cordon sanitaire et à s'approcher du noyau central du système, là où nombre d'autres protagonistes de la droite radicale, aidés il est vrai par des systèmes électoraux plus « permissifs », ont réussi à accéder à l'arène gouvernementale.

La recherche d'un point d'équilibre entre crédibilité et radicalité, qui est au cœur de l'entreprise de dédiabolisation du FN par Marine Le Pen, renvoie au double dilemme de l'intégration systémique des mouvements populistes : d'une part, les tentatives de recentrage et de normalisation par ces partis tendent à leur aliéner la frange protestataire de leur électorat ; à l'inverse, leur populisme anti-establishment, qui demeure essentiel dans leurs stratégies de mobilisation, s'accommode souvent assez mal des responsabilités gouvernementales. Leur participation au pouvoir a, par le passé, souvent été sanctionnée dans les urnes, ainsi que l'ont éclairé, entre autres, les échecs du FPÖ en Autriche, des populistes de la Liste Pim Fortuyn (LPF) aux Pays-Bas ou du Laos en Grèce. Cette équation stratégique complexe sera, à n'en pas douter, au centre de l'évolution du Front national en France dans les années à venir.

RÉSUMÉ

En dépit de ses évolutions récentes, le Front national français conserve les traits distinctifs de la droite radicale populiste européenne, au regard de la pérennité de sa stratégie de « niche » sur les enjeux culturels tels que l'immigration ou l'islam et de la permanence de son populisme ethno-nationaliste autoritaire. Le FN se trouve en outre à la pointe du combat contre l'Union européenne et son programme dessine les contours d'un social-populisme de crise(s). En termes systémiques, enfin, le parti de Marine Le Pen se situe aujourd'hui au « barycentre » stratégique de la droite radicale en Europe, entre tentative de normalisation et radicalité.